

**INSTAURANT UN RÉGIME DE PRIORITÉ**

**LE MAIRE**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et R.2122-8 ;

Vu le Code de la Route, et notamment les articles R.110-1 et suivants et R.415-6 ;

Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté municipal en date du 09 mars 1987 réglementant des cédez-le-passage aux intersections formés par l'avenue Larribau avec la rue Roger Salengro, l'allée de Lapparent, l'allée des Géologues et les allées Saint Jean ;

Considérant l'aménagement d'une voie verte sur l'avenue Larribau qui modifie les régimes de priorités précités ;

Considérant qu'il convient dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publiques, d'instaurer un régime de priorité à l'intersection formée par l'allée des géologues et avenue Larribau ;

**ARRÊTE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** – L'arrêté municipal en date du 09 mars 1987 qui réglementait des cédez-le-passage aux intersections formés par l'avenue Larribau avec la rue Roger Salengro, l'allée de Lapparent, l'allée des Géologues et les allées Saint Jean est abrogé et remplacé par les dispositions du présent arrêté.

**ARTICLE 2** – Les conducteurs circulant sur l'allée des géologues et débouchant l'avenue Larribau, doivent marquer un temps d'arrêt à la limite de la chaussée abordée, céder le passage aux véhicules roulant sur cette dernière voie et ne s'y engager qu'après s'être assurés qu'ils peuvent le faire sans danger.

**ARTICLE 3** – Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter de la mise en place de la signalisation réglementaire dite « Stop » par les Services Techniques Municipaux.

**ARTICLE 4** – Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux textes et règlements en vigueur.

**ARTICLE 5** – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plateforme « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) », dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la commune.

**ARTICLE 6** – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la commune.

Publié le

Pau, le

**04 AVR. 2024**

  
Clarisse JOHNSON LE LOHER  
Pour le Maire et par délégation  
L'Adjointe au Maire